



## Guatemala

D'une vie à une autre, avec sérénité. Une journée avec une volontaire suisse

page 3

## Focus

Comment maîtriser le stress ?  
Les effets psychosociaux d'un engagement avec PBI

page 7

## Suisse

Obser-Vision:  
Exposition de peinture à Sierre sur le travail de PBI

page 14



*chères lectrices,  
chers lecteurs*

PBI Suisse va bientôt envoyer son 50ème volontaire en mission, ce dont nous sommes fiers. Tous nos volontaires ont acquis une quantité d'expériences et beaucoup de compétences utiles non seulement aux projets, mais aussi à notre activité de conscientisation en Suisse. En effet, les volontaires de retour peuvent être engagés ici pour la sensibilisation et la formation, notamment en matière d'analyse des conflits.

Dans cette perspective, le nouveau statut de partenaire stratégique de la Confédération qui vient d'être attribué à PBI et qui s'accompagne d'un nouveau crédit-cadre de trois ans est le bienvenu. Ce soutien financier concerne explicitement les mesures de gestion civile des conflits et la promotion des droits humains.

Ce succès est aussi une responsabilité. Ainsi un travail riche en enseignements de Nathalie Herren, une volontaire de retour, nous encourage à améliorer la préparation, le soutien à distance et la réinsertion de

nos volontaires. Le thème du stress attire particulièrement l'attention de PBI. Le travail sur le terrain, la vie en petite équipe et la réintégration après le retour doivent être préparés et soutenus avec beaucoup d'attention. PBI Suisse se sent le devoir de faciliter au mieux le retour de «ses» volontaires. Dans ce but, le projet de débriefing «Volunteer wellness» devrait voir le jour à partir de l'hiver 2004. Ce projet tiendra plus du principe d'aide entre collaborateurs que de celui d'aide par des professionnels. Les premiers débriefeurs devraient être formés cet automne déjà.

Les processus d'évaluation des projets de PBI se faisant désormais selon la méthode Do no harm (voir bulletin précédent), PBI suisse va également mettre en application ces recommandations.

Avec mes salutations engagées

*S. Ziegler*  
Sabine Ziegler

## Créer un espace pour la paix

Le but de Peace Brigades International (PBI) est de renforcer les droits humains et le dialogue social, ainsi que de promouvoir la résolution non-violente des conflits au sein de régions gravement touchées par les crises.

Sur demande, des équipes de volontaires internationaux accompagnent des défenseurs des droits humains, des organisations de base et des communautés menacées. La présence internationale ainsi que l'attention que celle-ci suscite à travers le monde leur offre une protection et leur permet de poursuivre leur travail. De cette manière, PBI contribue au renforcement de la société civile.

Le travail de PBI repose sur un réseau de contacts intenses avec les autorités civiles et militaires, ainsi que sur un échange avec le corps diplomatique, les organisations internationales et les œuvres d'assistance, sans oublier des rapports réguliers, un travail de lobby politique, ainsi que la mise sur pied et l'entretien d'un réseau international d'alerte urgente et de soutien.

Sur la demande des organisations accompagnées, PBI présente des programmes éducatifs visant à promouvoir la résolution non-violente des conflits (en Indonésie), le rapport à la violence et la réhabilitation psychosociale (en Colombie), ainsi que la protection et la sécurité des défenseuses des droits humains (au Mexique).



### Couverture

Un membre de «Corporation juridique Liberté» accompagné par une volontaire PBI à Quibdo, Colombie

### Bulletin de Peace Brigades International – PBI Suisse – No. 2/04, Août 2004

Périodique trisannuel. Prochaine édition : Décembre

Rédaction: Sylviane Binz (sb) et Sabine Ziegler (sz)

Collaboration : Nadia Akmoun (na), Béatrice Berset (bb), Paola Carmagnani (pc), Sarah Fasolin (sf), Alexandre Gattiker (ag), Rebekka Gex-Fabry (rgf), Brigitte Grosse (bg), Anouk Henry (ah), Lorenz Jakob (lj), Andreas Minor (am), Christelle Passaquay (cp), Ralph Stamm (rs), Josef Wey (jw).

Graphisme: Christof Scheidegger. Impression: CRIC Print Fribourg. Tirage: 1200 (français)

PBI Suisse, Rte des Arsenaux 22, CP 245, 1705 Fribourg

Tél./Fax 026 422 26 03, info@peacebrigades.ch, www.peacebrigades.ch, CCP 23-729-0

## Sommaire

GUATEMALA	3
INDONESIE	4
COLOMBIE	5
MEXIQUE	6
FOCUS	7
SUISSE	10
SERVICES/AGENDA	16

## D'une vie à une autre, avec sérénité

**Elle a abandonné sa place de traductrice pour travailler au sein des Brigades de paix au Guatemala. Une journée avec Jacqueline Hefti, lors d'une exhumation.**

Six heures du matin, Jacqueline Hefti, ponctuelle, attend, prête pour son accompagnement lors de l'exhumation de fosses communes secrètes de la guerre civile. L'Organisation des veuves Conavigua a sollicité un accompagnement international pour toute la durée de l'opération. L'ampleur des nombreux massacres commis sur la population maya durant la guerre civile, terminée après 36 ans, doit, aujourd'hui, être montrée à la lumière du jour.

Depuis octobre dernier, Jacqueline Hefti, 40 ans, de Bad Ragaz (SG), travaille pour PBI. Elle a quitté son poste de traductrice et laissé son mari en Suisse. Après dix ans dans le même emploi et douze ans de mariage, elle avait besoin d'une coupure.

### Sur les lieux

Après trois heures, la camionnette atteint l'église et le monastère de Zacualpa. Dans les environs du jardin, on suppose l'existence de fosses secrètes. Deux archéologues de la fondation privée de médecine légale FAFG sont déjà sur place, le permis officiel est signé et les premiers coups de pioche sont donnés. De nombreuses femmes mayas sont venues dans leurs vêtements colorés, espérant trouver là un mari, un fils... Beaucoup appartiennent à l'ONG Conavigua.

Jacqueline Hefti a envoyé un fax deux jours plus tôt aux diverses autorités de la province de Quiché, dont la police et l'armée, pour leur communiquer que deux représentants de PBI accompagneraient l'association de veuves. Le Guatemala est un pays aux nombreux dangers, mais elle réfléchit sans cesse à comment estimer et préve-

nir les risques. «J'ai du respect, mais pas de crainte.»

Au bout d'une heure de fouille à peine, les archéologues de la fondation anthropologique guatémaltèque tombent sur une chaussure en plastique. Tous se pressent immédiatement autour de la fosse. La terre est soigneusement nettoyée tout autour de la chaussure et les os de la jambe apparaissent. Pendant des heures, les deux archéologues coupent les racines qui ont entouré les os et écartent la terre au pinceau. Jacqueline Hefti se tient pendant tout ce temps à leurs côtés, prend des notes et écoute les souvenirs des parents de disparus et des nonnes du monastère.

Le soleil descend sur les sommets des montagnes, les archéologues rangent leurs outils. Jacqueline Hefti reste jusqu'à ce qu'il n'y ait presque plus personne. Elle échange encore quelques mots avec les policiers qui doivent veiller toute la nuit, pour éviter que d'anciens militaires n'effacent les traces ou que des chiens ne s'en prennent aux os. Une journée de travail de douze heures prend fin pour Jacqueline Hefti. Tout s'est passé dans le calme et sans incident. La satisfaction apparaît sur son visage.

Sarah Fasolin, journaliste indépendante,  
Aarau (traduit et adapté par ag, cp)



La St-Galloise Jacqueline Hefti lors d'une exhumation



# Mission d'exploration de PBI en Papouasie

**Dépêché en Papouasie pour se rendre compte de la situation sur place, le groupe d'exploration de PBI n'avait pas une tâche facile devant lui en automne 2003. Le résultat de son investigation a stipulé que le projet Indonésie devait créer une équipe à Jayapura, la capitale provinciale. Celle-là a été mise en place dès le 8 mars.**

## Le groupe d'exploration

Le groupe d'exploration de PBI était composé de Lucy Carver (GB), Paola Carmagnani (IT), Stina Carlsson (SW) et Ben Lischner (USA). L'équipe était sur le terrain durant quatre semaines, sur invitation de l'organisation des droits humains ELSHAM. Elle a rencontré des membres du gouvernement local ainsi que de nombreuses organisations de défense des droits humains (notamment ELSHAM ou encore KontraS, qui s'occupent des disparus et victimes de violence). Des entrevues avec des représentants d'églises ainsi que des organisations internationales comme l'UNICEF et la Croix Rouge étaient aussi au programme.



Lors de l'exploration, l'équipe avait pu rencontrer de nombreuses organisations (voir encadré). Selon les rapports établis, les ONG sont victimes de menaces et de tentatives constantes d'intimidation par les forces de sécurité. Des listes seraient notamment distribuées avec des noms de personnes devant être kidnappées ou tuées. D'après des déclarations de collaborateurs, ces listes viennent apparemment directement de la police et de l'armée. Les menaces téléphoniques ne sont pas non plus inhabituelles.

### Climat de crainte

Certes, il arrive rarement que ces menaces et tentatives d'intimidation entraînent des actes violents. Pourtant, un climat de crainte s'est installé. Les ONG rapportent de manière unanime que certaines informations n'ont pas été communiquées au public, surtout lorsqu'il s'agit d'accusations contre les collaborateurs de l'Etat.

Rencontre avec les militaires régionaux

La situation complexe en Papouasie ne rendra pas simple le travail de PBI. Au début les partis, groupes et acteurs saisisseront sans doute mal l'attitude neutre de PBI. D'une part, il y a les attentes presque irréalistes de la population, et d'autre part, la méfiance des forces de sécurité. Celles-ci considèrent en effet les volontaires de PBI comme des défenseurs de l'indépendance de la Papouasie ou comme des activistes naïfs, qui seraient abusés et utilisés par les partisans de l'indépendance pour internationaliser leur lutte.

### Le risque est-il grand ?

Le groupe d'exploration estime que le risque de violence directe contre les activistes de PBI en Papouasie est plutôt faible. Des actes violents ne peuvent cependant pas être exclus. Et la sécurité à l'extérieur du secteur, autour de Jayapura, est plus faible que dans la capitale elle-même ou dans les villages environnants.

Le groupe d'exploration recommande donc de créer une équipe à Jayapura. Elle devra d'abord accompagner des organisations de Jayapura et des villages environnants, et ensuite entreprendre des missions d'exploration au-delà de ce secteur. L'équipe devra par ailleurs étudier la possibilité d'accompagner des ONG en dehors de Jayapura et évaluer si une autre équipe doit y être installée.

Brigitte Grosse  
(traduit et adapté par rgf, rs)

## PBI accusé à tort de faire obstruction à la justice

**En mai dernier, le président colombien, Alvaro Uribe Velez, a remis en question le travail d'accompagnement international de PBI, mettant en danger les internationaux travaillant dans la région. Ces déclarations entrent en contradiction avec une directive qui interdit aux fonctionnaires publics de discréditer le travail des défenseurs des droits humains. Le Réseau d'appui de PBI a dû être activé.**

«Je souhaite rappeler aux étrangers qui travaillent à San José de Apartadó qu'en Colombie, il ne peut y avoir impunité ni pour les Colombiens ni pour les étrangers. S'ils viennent ici, que ce soit pour aider nos communautés, et pas pour faire obstruction à la justice.» Ces mots, c'est le président colombien, Alvaro Uribe Velez, qui les a prononcés, faisant entre autre référence à PBI et au travail d'accompagnement et d'observation internationale que l'organisation réalise dans la Communauté de Paix de San José.

### Victime d'incessantes attaques

Les volontaires de PBI-Colombie accompagnent San José depuis l'ouverture de l'équipe dans la région

d'Urabá en 1998. Cette communauté de paysans s'est déclarée neutre face au conflit et refuse toute collaboration avec les acteurs armés présents dans la région, qu'il s'agisse de la guérilla, des paramilitaires ou de l'armée régulière. De plus, elle mène un important travail de lutte contre l'impunité, réclamant justice pour les 140 personnes assassinées lors des six dernières années: les incessantes attaques des acteurs armés dont souffre la communauté ont d'ailleurs amené la Cour inter-américaine des droits humains à lui octroyer des mesures provisionnelles de protection, engageant la responsabilité de l'Etat colombien à garantir la sécurité des habitants de San José.

### L'importance de la présence internationale

Dans ce contexte, les déclarations du président sont extrêmement préoccupantes. Présente depuis dix ans en Colombie, PBI a toujours fait un travail légal inscrit dans le cadre de la loi colombienne, et compte avec l'aval de la Vice-présidence de la République et des Nations Unies. Pourtant, depuis une année environ, l'organisation s'est vue régulièrement remise en cause par des membres du gouvernement, et particulièrement les hauts responsables des forces militaires. Ces accusations infondées ont culminé au mois de mai avec les paroles du chef de l'Etat. Dans un pays où les défenseurs des droits humains sont hautement menacés, il existe des directives qui interdisent aux fonctionnaires de discrédibiliser ou remettre en cause le travail des défenseurs: en accusant les internationaux de faire obstruction à la justice, non seulement le président colombien met en danger les volontaires de PBI, mais fait également obstacle à la présence d'organisations internationales dans la région d'Urabá, qui reste une des zones du pays où les violations des droits humains sont le plus fréquentes.

Anouk Henry



Volontaires à San José de Apartadó

## Un volontaire doit rester chez lui

**«Juanito» de Zurich souhaitait partir un an au Mexique avec l'organisation d'entraide Peace Brigades International. Pourtant, deux semaines avant son départ, son engagement a été annulé sans solution de remplacement.**

Tout a été arrangé et organisé pendant plusieurs années. Puis Hans André «Juanito» Gallus reçoit un appel d'Espagne. «Tu ne peux malheureusement pas te rendre au Mexique», lui communique son interlocuteur, «nous n'avons plus assez d'argent et devons réduire le projet». Pour Juanito, le monde s'effondre.

Ce douanier de profession s'est préparé pendant deux ans à son engagement au sein de Peace Brigades International (PBI), et a pris un congé non payé d'un an aux douanes de l'aéroport. Si le Zurichois avait résilié son contrat de logement, comme la plupart des volontaires de PBI, ou s'il avait eu un employeur moins complaisant, il serait dans une situation désastreuse. Juanito a pourtant eu de la chance dans son malheur : «Mon employeur va me donner une place, mais je ne sais pas où je vais devoir travailler», dit-il avec un certain soulagement. Juanito ne comprend pas le refus de dernière minute. «Le bureau compétent de PBI aurait dû m'informer longtemps auparavant : c'est une question de loyauté.»

### L'argent manque

Pour continuer le projet à Mexico City et au Guerrero, il y a besoin en tout de 504 000 francs. La caisse de PBI n'en contient que la moitié. Un redimensionnement drastique a donc été nécessaire, du chiffre actuel de douze volontaires et cinq coordinateurs à quatre volontaires et deux coordinateurs. L'engagement de Juanito aurait dû commencer au 1<sup>er</sup> juillet, précisément la date de la réduction de l'engagement de PBI au Mexique. Le volontaire zurichois n'est pas le seul à montrer sa frustration. C'est également le cas de Sabine Ziegler, coordinatrice de PBI



Son engagement pour la paix a été annulé à la dernière minute : Hans André Gallus ne peut pas se rendre à Mexico-City.

Suisse. Elle critique fortement «le mode de communication tardif et non professionnel entre le bureau de coordination à Bruxelles, l'équipe de formation en Espagne et Hans-André Gallus. Les dommages personnels et financiers sont importants.»

PBI Suisse a proposé à son volontaire dédaigné le scénario suivant pour rattraper la situation : PBI Suisse s'engage à entreprendre des efforts de recherche de fonds extraordinaires afin de couvrir les 10 000 francs nécessaires à l'entretien d'un volontaire (coûts de voyage, loge-

ment et assurance). L'équipe de Mexico City étant dissoute jusqu'en automne 2004, une place est mise immédiatement à la disposition de Hans-André Gallus dans l'équipe du Guerrero. Le travail se faisant dans des conditions plus difficiles, Hans-André Gallus peut décider librement si, quand, et comment il souhaite poursuivre son engagement au sein de PBI. En outre, PBI Suisse prend en charge tous les frais liés (annulation, assurances).

Juanito peut-il rétablir la confiance à présent entamée qu'il avait dans les responsables de PBI ? Il ne le sait pas encore lui-même.

Andreas J. Minor, paru dans «Zürberg» le 17.06.04 (traduit et adapté par ag, rs)

## Travailler pour la paix, mais garder sa santé!

**Comment les volontaires gèrent-ils des situations telles que la mort violente d'un militant accompagné, le stress quotidien du travail en zone de conflits ou encore la nécessité de rester diplomate avec des généraux corrompus ? La confrontation à long terme à de telles situations peut devenir un fardeau, mais qui peut être atténué grâce à une aide compétente et adaptée. C'est là l'objectif du programme Volunteer Wellness.**

L'expérience a prouvé que les volontaires sont soumis à des situations de stress qui peuvent les affecter psychologiquement. Cet aspect du travail des expatriés ne doit pas être ignoré ni minimisé. D'où l'importance d'un accompagnement constant. Les dommages psychologiques ont généralement pour origine des expériences telles que des traumatismes ou l'épuisement psychique (ce qu'on appelle le burn-out), et peuvent se manifester par un désintérêt, un comportement agressif ou des opinions racistes.

Or comment s'engager pour la paix, lorsque le souvenir lancinant des tortures quotidiennes dans les prisons locales est encore proche, lorsque la peur, la colère, le deuil et

l'indignation troublent le sommeil et affectent inconsciemment le comportement de la personne ?

### Mise en place du programme

Dans la discussion actuelle sur ce thème, il faut distinguer quatre étapes : la prévention, avant le départ, les traumatismes psychiques vécus sur le terrain, les effets sur les victimes et leur entourage, et les possibilités d'une thérapie. Pour chacune de ces étapes, il existe une série d'interventions visant à soutenir les volontaires afin qu'ils puissent exercer leur travail de façon saine.

Dans le cadre du projet intitulé «Volunteer Wellness», PBI Suisse souhaite organiser dès l'hiver 2004

un programme de débriefing pour les anciens volontaires. Ceux-ci auront dès leur retour en Suisse la possibilité, grâce à des discussions individuelles ou en groupe, de parler de leurs expériences et de leurs plans d'avenir. Les premiers responsables de débriefings seront formés cet automne. La formation est basée sur la longue expérience professionnelle de la Dr. Gisela Perren-Klinger, qui compte plusieurs années de travail avec le CICR. Le travail sur le stress devrait avoir lieu dans une atmosphère de confiance, entre camarades. La forme désirée et le contenu seront conçus en fonction des besoins exprimés par les anciens volontaires.

Sabine Ziegler,

traduit et adapté par na, bb

Les volontaires vivent des situations violentes qu'ils apprennent à gérer.





# Vivre et travailler sous stress : Comment les volontaires de PBI maîtrisent le stress

**Les conditions de travail sur le terrain sont souvent très stressantes pour les volontaires. Grâce à leurs collègues et à une psychologue dans l'équipe, ils apprennent au quotidien à gérer les difficultés qu'ils rencontrent. Entretien avec Christine Weisser\*, de PBI-Colombie**

## **Les volontaires de PBI sont souvent soumis à un stress énorme. Comment maîtrisez-vous les situations de stress et qu'est-ce qui vous oppresse le plus ?**

Christine Weisser : Je crois que cela change constamment. Au début, j'avais peur de ne pas pouvoir réagir de manière adéquate lors d'une situation menaçante, de ne pas savoir que dire et ensuite, de me sentir responsable s'il arrivait quelque chose à la personne que j'accompagne. Après le décès d'un collaborateur de l'Organisation féminine populaire (OFP) que nous accompagnions, je me demandais toujours qui serait le prochain.

Il y a aussi eu un conflit dans l'équipe que je ne savais plus comment résoudre. Depuis que je travaille à Bogotá pour l'équipe à Urabá, nous avons décidé que les mesures doivent être prises en commun, les mesures qui concernent la vie, l'intégrité physique des volontaires de PBI sur place, ainsi que les attitudes à avoir face à l'injustice, les mensonges, les diffamations et les décisions arbitraires que subissent les organisations accompagnées, mais également les ONG.

## **Comment faites-vous pour récupérer le mieux possible ?**

Je partage mes sentiments. Ce n'est pas toujours réalisable. Des fois, on aimerait parler avec des personnes n'appartenant pas à PBI, mais ce n'est pas possible pour des raisons de sécurité. Le plus souvent, j'ai tenu un journal ou j'ai écouté de la musique. Et même, j'ai parfois été danser, histoire de me changer complètement les idées et d'arrêter de réfléchir un petit moment.

## **Et les vacances ?**

Nous avons quatre semaines de vacances, et selon l'endroit où on est, on peut avoir des congés supplémentaires. A Urabá, vu les circonstances (la ville est contrôlée par les paramilitaires, il n'y a pas de cinéma, le niveau de vie est plutôt pauvre), les possibilités de se distraire sont rares, on a donc le droit à quatre semaines de plus.

## **Pouvez-vous décrire une des situations de stress que vous avez vécue ?**

En septembre 2002, nous avons entendu parler d'une menace contre un collaborateur de la Corporation régionale pour la défense des droits humains Credhos à Barranca. Nous n'étions que deux à Barranca, parce qu'il y avait en même temps une réunion de planification pour tous les volontaires de Colombie. On avait donc mis en place un service minimum dans chaque équipe. Pas facile dans ces conditions d'informer le projet de ces menaces et d'activer le réseau d'alerte surtout que notre connexion Internet fonctionnait mal ! Nous avons décidé d'accompagner cette personne 24 heures sur 24. A cela s'est ajouté la maladie d'une collègue qu'il a fallu veiller parce qu'elle était atteinte aussi bien psychiquement que physiquement. Tout cela, avec la crainte permanente d'être attaqué.

## **Comment avez-vous tout géré ?**

Heureusement, nous nous sommes très bien entendues avec ma collègue. Je crois que nous n'avons dormi que deux ou trois heures pendant ces jours. Pour finir, nous avons demandé à une partie de l'équipe de rentrer plus tôt. Quand je suis rentrée à la maison et que je les ai vus,

la fatigue m'est tombée dessus et je me suis mise à pleurer tellement la tension avait été forte. Nous nous sommes réunis, nous avons parlé, ceux qui rentraient se sont chargés des accompagnements, du travail de bureau, et moi... j'ai disparu au lit ! Pouvoir lâcher la pression et partager les responsabilités avec les autres, ça m'a permis de retrouver mon équilibre.

## **Est-ce que vous recevez de l'aide pour maîtriser le stress ?**

PBI-Colombie est conscient que les volontaires ont besoin de soutien lors du traitement des situations de conflits et de stress. Le soutien le plus important vient des collègues de l'équipe qui vivent dans le même contexte et font des expériences semblables. Il y a aussi un tour de table au commencement de chaque réunion d'équipe le samedi matin qui permet de donner ses impressions.

## **Ça ressemble à quoi ?**

Des fois, à la suite d'une «gueule de bois», certains disent : «Aujourd'hui je n'ai pas de sentiments!», mais en général, chacun dit comment il va, ce qui le préoccupe, le rend triste, fâché ou au contraire le rend heureux. Ça peut être des histoires personnelles, mais la plupart du temps, c'est en rapport avec le travail ou la vie commune. Savoir comment on va et comment ça se passe avec l'équipe est un bon repère. Tout le monde ne parle pas lors de ce tour de table, certains préfèrent garder ça pour eux, ce n'est pas toujours facile de parler devant plusieurs personnes. A Bogotá, nous sommes 13 dans l'équipe, ça peut être intimidant.



## Glossaire du débriefing

### Débriefing

Intervention psychologique auprès des personnes ayant été exposées à des événements psychiquement lourds ; ces interventions ont lieu relativement rapidement après les événements traumatisants et peuvent aussi être mises en oeuvre sans prétentions thérapeutiques par des profanes (peers) formés dans ce sens. Un débriefing doit contribuer à ce que les personnes concernées assimilent mieux leurs expériences afin de retrouver leur qualité de vie habituelle, ou, dans le cas de troubles qui nécessitent un traitement, qu'une brève thérapie soit conduite à temps.

### Traumatisme

Expérience hors normes par laquelle l'intégrité physique et psychique d'un individu est menacée.

Lors d'une exposition à un traumatisme, le corps subit une réaction à la fois de fuite et de lutte (accéléra-

tion de la respiration et du rythme cardiaque). A la fin de cette exposition au traumatisme le corps passe par une phase de réaction aiguë au stress (excitation du corps, souvenirs périodiques, incapacité de ressentir des émotions). Il s'agit de réactions normales et naturelles après un traumatisme.

Après un intervalle calme, il peut survenir un trouble post traumatique avec des dérèglements corporels (excitation), et qui peuvent évoluer après des intervalles plus longs en troubles post traumatiques chroniques (entre autres : troubles du sommeil, dépressions).

Ne sont pas seulement affectés par les traumatismes les personnes impliquées directement mais aussi leurs proches. Ces victimes secondaires peuvent alors développer les mêmes symptômes que les victimes qui ont vécu les expériences de «première main».

### Le processus de débriefing

Les discussions lors du processus de débriefing sont divisées en deux sessions distinctes. Un travail est élaboré sur l'histoire vécue afin de comprendre les réactions et les connexions et afin de trouver en commun un fil rouge aux expériences. Le déroulement des événements, ainsi que les pensées et les sentiments qui y sont liés, sont pris en considération séparément. Le stress personnel y est examiné et il se fait aussi un travail en commun sur les possibilités de mieux pouvoir le gérer.

### Vous avez d'autres soutiens mis à part celui-ci ?

Depuis août 2003, une psychologue est employée pour soutenir les volontaires et les ONG. Beatriz a été pendant trois ans volontaire à Urabá, Barranca et Bogotá et connaît notre réalité. Nous pouvons prendre contact avec elle à tout moment.

### Vous avez souvent des contacts avec elle ?

Elle voyage dans les équipes, pour être en contact avec tous et avoir sa propre impression. Lors de situations difficiles, elle propose des conseils dans son rapport hebdomadaire. Beatriz n'a pas une vue de psychologue clinique. Elle se base sur les travaux de Carlos Beristain

qui a longtemps fait ce travail. Carlos veillait beaucoup à prendre en compte le conflit politique et armé, à ne pas réduire la personne à son problème et à ne pas en faire une victime, mais lui permettre de voir le tout, dans son contexte et de préparer la personne pour l'action et la résistance.

### Comment vous étiez-vous préparée aux situations de stress avant votre engagement en Colombie ?

Pour moi, c'était clair que je rencontrerais des situations stressantes. En me préparant, j'avais discuté avec d'anciens volontaires, lu des documents de formation pour apprivoiser le stress lié au projet puisqu'en tant que pédagogue sociale, j'avais déjà été confrontée au stress. Mais appliquer la théorie à la pratique est plus facile à dire qu'à faire ! Nous avons parlé de stress, des dilemmes éthiques, du désespoir et de la violence des conflits et nous

avons appris à nous départir du sentiment d'impuissance et à prendre soin de nous-mêmes.

### Comment jugez-vous maintenant cette préparation, rétrospectivement ?

Pour moi la préparation était suffisante. C'est important de parler avec les futurs volontaires et de les rendre attentifs au stress pour qu'ils mettent au point des stratégies pour apprivoiser leur stress. Même si ça reste de la théorie parce que finalement, ce n'est qu'une fois sur le terrain que nous savons comment nous réagissons. Pour moi, c'est un apprentissage continu.

\*Depuis plus de deux ans, Christine Weisser travaille avec PBI en Colombie. Elle est entrée dans ce projet grâce au service civil pour la paix (Allemagne).

paru dans PBI-Rundbrief Allemagne,  
traduit par rgf

# Les êtres humains sont échangés contre du bétail

**L'Association des parents de détenus et de disparus (ASFADDES) est une organisation pour les droits humains, qui s'engage à éclaircir les cas de disparitions et à dénoncer publiquement les disparitions comme un crime. José Daniel Álvarez, secrétaire général de ASFADDES à Bogotá, s'est rendu en avril à Genève à l'occasion de la 60ème session de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU. A l'occasion de sa visite au bureau de Fribourg, il a répondu à quelques questions.**

## **Avez-vous vécu des disparitions dans votre famille ?**

Mon père et mon oncle sont deux des 43 victimes du massacre de Pueblo Bello en 1990. Comme mesure de rétorsion contre les FARC, 43 paysans ont été enlevés et assassinés, car la guérilla avait dérobé 43 vaches au chef paramilitaire Fidel Castaño. A ce jour, seuls six cadavres ont été retrouvés. ASFADDES lutte pour l'éclaircissement complet de ce cas. Le message des paramilitaires était simplement : «A présent, le bétail s'échange contre des êtres humains».

## **Quels sont les objectifs d'ASFADDES ?**

Nous combattons en premier lieu pour découvrir la vérité sur les cas de disparus. Ensuite, nous cherchons les responsables et exigeons leur condamnation. Les survivants doivent pouvoir bénéficier de compensations financières, et les familles doivent pouvoir récupérer les dépouilles afin de leur assurer un enterrement digne.

## **Comment la reconnaissance publique de votre organisation se répercute-t-elle sur votre travail ?**

ASFADDES est membre de la Commission nationale pour les disparus, avec le ministère public, le ministère de la Défense, le fonds pour la paix, l'ordre des avocats et l'Ombudsman pour les disparus. Cette commission n'est pourtant arrivée à rien. Seule une grande offensive de sensibilisation peut parvenir à faire connaître la loi contre les disparitions.

## **Comment les relations avec PBI se portent-elles ?**

J'ai une grande confiance en PBI. En 1998, j'ai demandé à PBI une pro-



José Daniel Álvarez, de ASFADDES, lors de sa visite à Fribourg

tection 24 heures sur 24 pendant 15 jours durant un long procès à Medellín. A la place, j'aurais également pu demander une protection de la part de l'Etat. Comme celle-ci aurait comporté des membres des services secrets, je n'aurais jamais pu me déplacer librement.

## **Comment l'avenir apparaît-il ?**

Au cours de l'an passé, 1188 nouveaux cas de personnes disparues ont été enregistrés par ASFADDES.

Au total, le nombre de disparus s'élève déjà à 6800. La commission pour l'élucidation de ces cas est d'une importance énorme, mais a besoin de moyens supplémentaires pour être efficace. Je suis donc certain que la collaboration avec PBI n'est pas prête de s'achever.

Propos recueillis par Sabine Ziegler, traduits par ag

## La nouvelle représentante européenne du projet Indonésie: Paola Carmagnani

Basée à Genève, âgée de 29 ans et d'origine italienne, Paola est rentrée en Europe en janvier 2004 après avoir travaillé un an comme volontaire dans le projet Indonésie, à Aceh, Jakarta et en Papouasie.



Paola a fait des études en relations internationales, droit international et sciences politiques. Elle a obtenu un diplôme postgrade en droit humain international à l'Université de Nottingham en Angleterre. Après ses études, elle a travaillé pour Amnesty International à Genève et à Londres, avant de s'engager au sein de PBI. Depuis février 2004 elle travaille en tant que représentante européenne du projet Indonésie et coordonne le lobbying, la défense des intérêts et les relations publiques du projet, dans le but de renforcer le réseau d'appui politique de PBI et d'informer sur la situation en Indonésie et le travail que PBI y accomplit.

### Partenaires d'Aceh présents à Genève

A l'occasion de la session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU en mars-avril, deux organisations partenaires de PBI en Aceh se sont rendues à Genève. La conférence à laquelle ont participé les membres de LBH (Fondation d'aide juridique) et de Koalisi NGO Ham (Coalition d'organisations de droits humains) n'a malheureusement pas beaucoup permis d'avancer sur les problèmes de l'Indonésie, le débat étant toujours très dominé par les problématiques politiques et d'actualité. La mission du projet PBI Indonésie est donc d'autant plus significative dans ce contexte qui reste silencieux sur des situations oubliées.

Les représentants d'Aceh ont eu l'opportunité de rencontrer les coordinatrices de PBI Suisse et ont affirmé que malgré un an d'isolement complet du reste de l'archipel depuis le début de la loi martiale en mai 2003, PBI a vécu à leurs côtés, les a protégés avec professionnalisme et les a soutenus en leur redonnant espoir.

pc/sb

### A lire



ASFADDES

(Association des parents de détenus et de disparus) présente :

#### **Colombia, veinte años de historia y lucha.**

L'histoire des disparitions forcées, les conséquences de cette blessure toujours ouverte, l'impact de l'impunité et les harcèlements dont sont victimes les familles. Un livre qui n'aurait pas vu le jour sans le courage et la résistance des proches qui se sont battus pour la vérité et le droit à la justice.

Ce livre peut être obtenu au prix de CHF 10.- au moyen du talon-réponse en dernière page. Le montant est versé à ASFADDES.



# PBI devient un partenaire stratégique de la politique suisse de sécurité humaine

**Alors que le 17 décembre 2003, le Conseil national débattait sur l'ouverture d'un crédit-cadre de quatre ans (2004–2007) pour des mesures de gestion civile des conflits et de promotion des droits humains, il n'était pas encore clair si un référendum s'y opposerait. Finalement, un compromis a été trouvé avec la mise à disposition de 220 millions de francs.**

Le DFAE pourra commencer à travailler avec ce crédit-cadre dès le 1er mai 2004 et a la possibilité de développer et de réaliser des perspectives à long terme. Une innovation importante à cet égard est le renforcement de la coopération avec des partenaires, avec qui des contrats pluriannuels peuvent à nouveau être conclus. En contrepartie,

la Confédération exige toutefois des négociations afin de définir en commun les objectifs et les directives d'action des organismes concernés.

PBI Suisse a obtenu avec onze autres ONG le statut de partenaire stratégique. PBI a fait l'objet d'éloges de la part du DFAE pour son travail important au «3<sup>ème</sup> niveau», à savoir l'accompagnement de per-

sonnes et d'organisations locales. Toutefois, le travail de PBI aux niveaux plus élevés des structures nationales n'a pratiquement pas été reconnu. Le DFAE n'avait pas eu connaissance de la contribution importante de PBI dans le Guerrero en matière de dialogue et de consultation lors de réunions entre des ONG et la communauté internationale, ni du fait que les ateliers sur la transformation pacifique des conflits en Indonésie ont été particulièrement fréquentés par les fonctionnaires du ministère de la Justice depuis le début 2004.

## Assemblée générale de PBI Suisse

PBI Suisse a tenu son assemblée générale à fin avril à Berne et a eu le plaisir d'accueillir une vingtaine de personnes. Les objectifs de PBI Suisse pour 2004 visent notamment à doubler les dons privés dans un délai de trois ans, ceci grâce à une meilleure communication (les anciens volontaires pouvant, entre autre, jouer un rôle important pour sensibiliser le public). Le renforcement et la création de nouveaux groupes régionaux figure également parmi les priorités. Enfin, PBI a de nouveaux projets dans le cadre de l'art (exposition de peinture), mais aussi dans l'accompagnement aux volontaires, comme la mise en place d'un soutien psychologique au retour (Volunteer Wellness).

Invité à l'occasion de cette assemblée, Thomas Greminger, chef de la Division politique IV (DP IV, section politique de paix) du DFAE, a fait le bilan de la coopération nationale avec des organisations non gouvernementales et spécialement avec PBI Suisse, qui compte depuis trois ans parmi les partenaires stratégiques de la DP IV. Les compétences de PBI se situent tout d'abord au niveau de la prévention des conflits, a souligné Thomas Greminger. Il a par ailleurs



Sybille Schmutz, volontaire de retour, elle aussi présente à l'assemblée générale

mis en avant l'action de sensibilisation du public suisse, qui est d'une grande importance pour le DFAE, ainsi que le travail de promotion de la sécurité humaine réalisé par PBI Suisse. L'organisation contribue de manière importante à encourager de jeunes personnes à un engagement pour une politique de paix, a encore ajouté le chef de la DP IV.

PBI tient à remercier chaleureusement Christine Ziegler et Hans-Peter Dobler qui ont contribué de manière active au développement de PBI dans le cadre du Comité national, et souhaite la bienvenue à Jürgen Störk.

## L'influence de PBI en Suisse

Néanmoins, le DFAE reconnaît positivement le travail de sensibilisation important et étendu effectué par PBI en Suisse, en particulier avec la constitution de groupes régionaux. Avec bientôt 50 volontaires, l'influence de PBI sur les ONG suisses et la Confédération augmente constamment. Selon le Département, l'expérience de terrain des anciens volontaires devrait influencer encore davantage sur la formation continue.

PBI Suisse est fière de ce premier pas dans un partenariat de longue durée avec la Confédération, car la contribution attribuée peut être utilisée pour la première fois comme «core funding». Ainsi, PBI Suisse peut allouer librement cette manne financière, car elle n'est pas liée à un projet spécifique. Le partenariat stratégique permet de réaliser des investissements urgents dans notre pays et à l'étranger.

Sabine Ziegler,  
traduit par ag

## Lien:

[www.eda.admin.ch/PD4](http://www.eda.admin.ch/PD4)

Prospectus :

Paix et droits pour tous les hommes

## Participez à la formation à la résolution non-violente des conflits

La formation à la résolution non-violente des conflits (RNVC), proposée par PBI, le CMLK et le MIR, composée de 10 modules de base et 4 modules complémentaires, répartis sur une année (chacun pouvant être suivi séparément) :

- Affirmation de soi, 4 sept. 2004
- Communication non-violente, 25-26 sept. 2004
- Les émotions dans les conflits, 9 oct. 2004
- Mes attitudes face au conflit, 5 ou 6 nov. 2004
- Conflits de culture, 11 déc. 2004
- Face à la violence, 14 ou 15 janv. 2005
- Introduction à la médiation, 5 fév. 2005
- Prise de décision par consensus, 5 mars 2005
- Les conflits dans un groupe, 21-22 mai 2005
- Perfectionnement, 11-12 juin 2005

Modules complémentaires :

- Sortir des jeux de manipulation, 20 nov. 2004
- Conflits dans les relations de travail, 19–20 fév. 2005
- Stratégie d'action non-violente, 19 mars 2005
- Education et non-violence, 23-24 avril 2005

**Programme détaillé sur [www.peacebrigades.ch](http://www.peacebrigades.ch) ou tél. 026 422 26 03**

Par ailleurs, le programme de formation RNVC cherche un membre pour représenter PBI au sein de son groupe de pilotage, dont la fonction est d'organiser et coordonner le programme de formation. Une bonne connaissance de PBI est requise.

Pour de plus amples informations:

[www.peacebrigades.ch](http://www.peacebrigades.ch)

ou Frédérique Rebetz, tél. 021 636 21 46

### Rencontre des groupes nationaux de PBI, Portugal

Du 30 avril au 2 mai 2004 s'est tenue près de Lisbonne la rencontre annuelle des différents groupes nationaux européens. Celle-ci vise à coordonner les activités des divers groupes et avait pour thème l'élaboration d'une planification stratégique ainsi que le développement des stratégies pour la recherche de fonds. Les deux coordinatrices de PBI Suisse, Sabine Ziegler et Sylviane Binz, y ont participé aux côtés de dix autres groupes nationaux et des membres du bureau international. Tous les groupes nationaux devront, jusqu'en 2005, répondre aux mêmes standards de comptabilité, de recherches de fonds et de statuts. La Suisse a déjà atteint tous ces objectifs (notamment avec le label de qualité ZEW) et ne peut que se réjouir que le niveau des autres groupes nationaux augmente.



Jeu de rôle sur la recherche de fonds

### «Violence politique en Amérique latine : situation et perspectives»

L'association Amérique latine-Suisse (ALAS) propose en collaboration avec PBI-Suisse, Pain Pour le Prochain, l'Action de Carême, Swissinfo et l'ACAT, un cycle de conférences :

7 septembre

#### **Bolivie : le néolibéralisme contre les cultures indigènes**

D. Haller (journaliste, ethnologue)

14 septembre

#### **Le rôle de la DDC en Amérique latine**

A. Huber (section d'Asie et d'aide humanitaire en Amérique) et P. Bischof (section de travail de développement d'Amérique du Sud)

21 septembre

#### **Le réseau de corruption sous le régime de Fujimori au Pérou**

J. Gamero Kinosita (lic.jur.LLM Berne) et C. Cova (juge d'inspection, Zürich)

28 septembre

#### **La corruption Argentine-Suisse**

J. Gasparini (journaliste et écrivain)

5 octobre

#### **Perspectives pour les négociations de paix en Colombie**

J.-P. Gontard (directeur adjoint à l'IUED à Genève)

12 octobre

#### **Le rôle et la situation des défenseurs de la paix en Amérique latine**

J. S. de Rivero (Programme des défenseurs des droits humains, ISHR, Genève)

A 20h, au Käfigturm, un forum politique organisé par la Confédération, Marktgasse 67, Berne.

## Qui a dit que la paix était un art ?

**Sept jeunes artistes se réunissent sous l'égide de PBI pour monter une exposition de peinture, intitulée Obser-Vision. La Cour des Miracles de Sierre verra défiler, deux semaines durant, peintres et sculpteurs, mais aussi musiciens, conteuses, comédiens et artistes de cirque, puisque l'exposition sera agrémentée de plusieurs animations.**



Tout a commencé autour d'un verre et sous forme de boutade... Pour finir, ce ne sont pas moins de sept jeunes artistes valaisans qui veulent contribuer à soutenir et à faire connaître PBI en mettant sur pied une exposition de peinture. La Cour des Miracles de Sierre les accueillera du 24 septembre au 10 octobre sur le thème de la défense des droits humains.

«Je croyais que c'était pour rire quand tu m'as proposé cette expo», fait remarquer Vanessa, une des artistes âgée de 18 ans, à Vincent Gremion, l'initiateur du projet, lors d'une rencontre effectuée pour coordonner le travail des artistes et celui de PBI. Pourtant, il n'a pas fallu plus qu'un oui enthousiaste de cette

dernière pour que Vincent mette en route le projet : d'abord réunir les artistes, parler du projet à PBI, puis trouver un lieu, réfléchir à des animations pour les week-ends, faire le travail de relations publiques. Le projet devient petit à petit réalité... il ne reste plus aux artistes qu'à peindre, dessiner, sculpter, forger ! A deux mois du vernissage, la boutade devient réalité.

L'exposition est un événement particulier tant pour PBI que pour les artistes. Pour l'organisation, c'est le moyen de récolter des fonds grâce à la vente des œuvres, mais surtout de toucher un plus large public et ainsi de se faire connaître. Quant aux artistes, c'est d'abord la chance de confronter leur travail au regard

### PBI Art

#### Obser-Vision

Cour des Miracles, Sierre  
24 septembre–10 octobre 2004

#### Programme

##### Vendredi 24, 19h :

Vernissage avec animations

##### Samedi 25, 19h :

Soirée concerts

##### Judi 30, 19h30 :

Témoignage : Volontaire dans une région de conflits

##### Samedi 2, dès 14h :

Vernissage Journée des Enfants

##### Judi 7, 19h30 :

Débat : Créer un espace de paix, ensemble

##### Samedi 9, 19h :

Soirée concerts et animations

##### Dimanche 10, 16h :

Finissage avec animations

#### Horaire de l'exposition :

LU-VE : 17h-21h

SA-DI : 14h-21h

du public, mais aussi de collaborer avec d'autres personnes qui ont la même passion. Enfin, cette exposition est un moyen pour eux d'aider d'autres personnes en faisant ce qu'ils aiment. Et comme dit Vanessa : «que demander de plus ?!?!» Pas grand-chose, si ce n'est que vous veniez nombreux !

Christelle Passaquay



## Entre départs et retours



**Anouk Henry**

CH → Colombie

De retour en Suisse durant environ un mois, Anouk a eu l'occasion de partager ses expériences et faire connaître la situation de PBI en Colombie. Elle a notamment participé, avec Sylvie Gränicher, à une soirée de témoignage, à une rencontre avec la DDC (Direction du Développement et de la Coopération) aux côtés de Sabine Ziegler, coordinatrice de PBI Suisse, ainsi qu'à une présentation de PBI organisée par l'ex-présidente du comité national de PBI, Raffaella Chiasai Berta. De son expérience d'une année à Urabá, Anouk avoue avoir appris entre autre l'humilité : «Le fait de me mettre au service de paysans qui n'ont pas forcément fréquenté l'école, mais qui résistent avec une immense détermination, m'a beaucoup apporté». De retour à Bogotá depuis début juillet, sa nouvelle mission sera très différente. Elle travaillera sur un secteur plus diplomatique et politique. Elle avoue : «lorsque l'avion a touché le sol, j'ai eu la sensation d'être de retour à la maison».



**Marina Fusco**

Mexique → CH

Au Mexique depuis décembre 2003 et active dans l'équipe du Guerrero, Marina a décidé d'interrompre plus tôt que prévu son mandat au sein de PBI, pour des raisons personnelles et de santé, malgré les accompagnements qu'elle trouve «très intéressants» et les contacts avec les gens et les ONG qu'elle apprécie beaucoup. Elle compte toutefois rester encore quelque temps dans ce pays dont la culture la passionne.



**Regula Dick**

CH → Indonésie

La juriste bernoise, partie pour l'Indonésie mi-février afin de commencer son école de langue, ne rejoindra pas l'équipe de PBI. Pour des raisons d'adaptation dans le pays, Regula estime «que ce n'est pas une bonne idée de rejoindre une ONG – spécialement dans une région de conflit – quand la vie au quotidien est déjà stressante». Elle compte cependant rester quelques temps dans l'archipel.



**Sylvie Gränicher**

Indonésie → CH

Dans l'équipe de Medan depuis décembre, Sylvie est rentrée en Suisse au mois de mai. Bien qu'elle soutienne toujours les valeurs et le travail de PBI, elle a décidé de ne pas retourner dans le projet. La situation en Aceh avait effectivement contraint l'équipe à quitter la région en juillet 2003 pour s'installer à Medan, et les activités sont depuis lors principalement administratives, alors que Sylvie «voulait faire du travail de terrain et de l'accompagnement protecteur». Elle souhaite aujourd'hui s'investir activement au sein de PBI Suisse et faire connaître la situation en Aceh au travers d'articles, de conférences et de rencontres avec des parlementaires.

Merci de nous contacter pour toute possibilité de ce genre.



**Julie French**

CH → Indonésie

Enseignante d'anglais et d'allemand établie à Genève, Julie, d'origine anglaise, a connu PBI en janvier au Forum Connexion de l'Institut en Hautes Etudes Internationales (HEI). Ayant participé à la semaine de formation pour le projet Indonésie en avril, elle se destine à partir début septembre dans l'archipel pour commencer l'école de langue à Yogyakarta. Afin de récolter des fonds pour financer celle-ci, elle a organisé en juin, en collaboration avec le bureau de Fribourg, une fête dans un bar genevois. Après sept ans d'enseignement, Julie souhaite se concentrer sur les droits humains et l'éducation à la paix. «Je considère cela comme une occasion unique de contribuer au respect des droits humains à Aceh. Je voudrais approfondir en quoi des programmes d'éducation dans des régions de conflits conduisent à des solutions alternatives pour la résolution des conflits. Cette expérience de vie et de travail en Indonésie sera, j'en suis sûre, quelque chose d'inoubliable.»

sb

## Agenda

### PBI-Séance d'information

– **11 sept. 2004, 13h**

Kirche im Dialog, Mittelstrasse 6a, Berne (en allemand)

– **2 oct. 2004, 13h30**

Centre régional d'Amnesty International, rue de la Grotte 6, Lausanne

### week-end d'introduction

– **23/24 oct. 2004**

Auberge de jeunesse, Zofingen  
Participation : CHF 120.–  
(en allemand)

### Groupes régionaux

– **2 sept., 19h30**

**Groupe régional romand**

Centre régional d'Amnesty International, rue de la Grotte 6, Lausanne

– **23 sept., 19h, groupe régional Berne-Fribourg**

Institut de géographie, Hallerstrasse 12, Berne (en allemand)

### Evénements

– **4 septembre, 10h-16h**

Forum Cinfo, Kongresshaus, Bienne

– **7 septembre – 12 octobre**

Cycle de conférences: «Violence politique en Amérique latine : situation et perspectives», Marktgasse 6, Berne

– **24 septembre – 10 octobre**

Obser-Vision, Sierre

– **29 septembre**

Atelier PBI en collaboration avec Gandhi, King, Ikeda-exposition, Bienne

– **11-12 novembre**

Atelier sur l'Asie du Sud, Institut d'ethnologie, Uni Berne

D'autres événements seront communiqués sur notre site Internet [www.peacebrigades.ch](http://www.peacebrigades.ch)

## Gagner des amis !

### PBI veut grandir et pour cela, elle a besoin de nouveaux amis pour soutenir ses actions non-violentes.

Pour cette raison, tout nouveau contact est le bienvenu. Si dans votre entourage vous connaissez des personnes qui pourraient être intéressées par PBI, faites-nous parvenir leur adresse afin que nous puissions leur envoyer des informations. En guise de remerciement pour votre contribution, nous vous ferons parvenir, grâce au soutien de gebana ag, une petite attention.

Votre nom : \_\_\_\_\_

Ami PBI 1 (nom et adresse) : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Ami PBI 2 (nom et adresse) : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Partenaire des engagements de PBI



Comptes de chèques postaux

**Peace Brigades International-CH**  
CCP: 23-729-0



## Talon-réponse

- Je souhaite devenir membre de PBI  
(CHF 60.–/année ; sans revenu : CHF 30.– ; collectif : CHF 120.–)
- Je souhaite participer au week-end d'information qui aura lieu à Zofingen le 23 et 24 octobre.
- Je souhaite soutenir PBI Suisse     mensuellement  
avec CHF \_\_\_\_\_     trimestriellement
- Je souhaite apporter mon aide à PBI. Téléphonnez-moi !
- Je souhaite commander le livre  
Colombia, veinte años de historia y lucha au prix de CHF 10.–
- Je souhaite recevoir les informations en  
 Français     Allemand

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_ CP, Ville \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_